

10.06.2008 Engagement de la Suisse au Kosovo

La région des Balkans est l'une des plus troublées d'Europe. La situation est encore moins stable depuis la déclaration d'indépendance du Kosovo. Outre les questions politiques difficiles à résoudre, cette région connaît aussi des marchés illégaux, d'armes par exemple.

La Suisse est directement concernée par ce qui se passe au Kosovo. Notre pays est en effet l'un des pays d'accueil privilégiés par les Kosovars qui fuient leur pays. Or l'émigration augmente lorsque la sécurité ne peut être assurée sur place. La conséquence de cette insécurité vécue pendant plusieurs années, c'est qu'actuellement un dixième de la population du Kosovo vit en Suisse.

Améliorer la situation de cette région, résoudre les problèmes dans le pays-même, c'est bien sûr tout d'abord un acte humaniste, de protection de la population, mais c'est aussi un acte préventif, économiquement intéressant. Le fait de permettre aux habitants du Kosovo de vivre en sécurité chez eux coûte objectivement beaucoup moins cher que de prendre en charge les coûts de l'immigration et de l'intégration chez nous.

La Swisscoy est présente en continu depuis 1999. Elle comprend actuellement 220 soldats, armés de manière à pouvoir se défendre et équipés de matériel lourd. Sa mission essentielle est la protection des minorités. La Swisscoy a eu l'occasion de sauver bien des vies au cours de sa mission au Kosovo. Elle ne coûte que 37,5 millions, ce qui est une dose, que l'on peut qualifier d'homéopathique. Je suis d'avis qu'on pourrait lui accorder davantage de moyens et lui permettre d'être plus efficace. Le maintien de la paix fait partie des responsabilités que la Suisse peut assumer au niveau international et au Kosovo, la Suisse est particulièrement utile.

Pour le moment, la proclamation de l'indépendance et la réorganisation qui s'en suite ne semblent pas provoquer des troubles dangereux, mais rien n'est stable et on ne sait donc pas encore exactement ce que seront les réactions futures. C'est une raison de plus de rester et d'être attentif à tous les développements. Il pourrait même être nécessaire d'envoyer quelques soldats supplémentaires.

Bien sûr, nous avons quelques difficultés de recrutement. Il y a moins de volontaires prêts à partir que l'on pourrait désirer, car le potentiel de volontaires est presque entièrement utilisé. Plutôt que d'abandonner notre mission, il faut chercher à résoudre ce problème, par exemple en changeant les conditions de recrutement des volontaires et en les rendant plus attractives. On pourrait soutenir par exemple un envoi de renforts au Kosovo dans le cadre du service long. Il serait certainement plus motivant pour certains d'exécuter leur service obligatoire à l'étranger en se sentant directement utiles à produire de la sécurité, plutôt que de faire des exercices dont on ne voit pas toujours la finalité ici. On pourrait également envisager une rétribution plus intéressante.

Cependant, ce qui est important, Chers Collègues, c'est que nous restions présents au Kosovo, tant que la sécurité n'est pas revenue et que nous acceptions donc la reconduction de l'envoi de troupes au Kosovo.